

En finir avec l'*homo oeconomicus*

Yves-Marie Abraham

Number 765, June 2013

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/69303ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Abraham, Y.-M. (2013). En finir avec l'*homo oeconomicus*. *Relations*, (765), 17–19.

En finir avec l'homo œconomicus

Notre manière de vivre et de concevoir l'économie se nourrit de fausses évidences. D'où la nécessité de déconstruire certaines vérités établies pour réinventer les fondements de la vie collective.

YVES-MARIE ABRAHAM

La décroissance est d'abord un slogan révolutionnaire, un appel à rompre de manière radicale avec notre modèle de société, jugé destructeur, injuste et aliénant, dans le but d'inventer de nouvelles façons de vivre ensemble qui soient écologiques, égalitaires et émancipatrices.

Une telle invention présuppose, entre autres conditions de possibilité, un travail de « décolonisation de notre imaginaire ». Par cette expression inspirée des idées de Cornelius Castoriadis, l'économiste Serge Latouche désigne la nécessaire remise en question d'un certain nombre d'« évidences », qui non seulement rendent possible notre monde actuel, mais nous empêchent d'en concevoir un autre qui soit plus souhaitable¹.

La publicité, le crédit et l'idéologie libérale, relayés notamment par les médias de masse, contribuent à faire de nous ces animaux « croissancistes » dont le capitalisme a absolument besoin.

Pour en arriver à couper la tête de Louis XVI et tenter d'en finir avec la monarchie, les révolutionnaires français ont probablement eu besoin de se libérer de l'idée que le roi était investi par Dieu et que sa présence était indispensable à la bonne marche du monde. De même, pour oser sortir de la course à la croissance, il convient de se débarrasser de certaines convictions qui nous la font paraître inéluctable.

UN DOGME À DÉBOULONNER

La plupart des défenseurs de la croissance, mais aussi une bonne partie de ses critiques, notamment écologistes, considèrent en fait, de manière implicite, que la croissance est inscrite dans la nature de l'être humain. Pour eux,

comme pour Adam Smith il y a plus de deux siècles, les humains sont des animaux qui cherchent sans répit à améliorer leur sort. La croissance économique et le progrès technologique sur lequel elle s'appuie ne sont donc jamais que la conséquence de cet impérieux désir.

Dans cette perspective, prôner une société de décroissance ne peut être que pure utopie. Chassez le naturel, il reviendra au galop! On n'arrête pas le progrès, tout simplement parce qu'il est l'expression d'un besoin humain fondamental. S'il faut protéger la planète contre certaines « externalités négatives », réglons ou orientons la croissance. Et si cela ne suffit pas, réduisons le nombre d'humains vivant sur Terre... Mais il est vain, et dangereux, de penser que l'on puisse aller contre le désir d'améliorer sa condition.

Force est de constater, à la lumière d'un tel point de vue, que nous nous comportons en effet très souvent comme si nos besoins étaient illimités. Peut-on en déduire qu'il s'agit d'un trait de la « nature humaine »? Bien des anthropologues et des historiens le contestent. Citons Max Weber, par exemple, qui écrivait: « L'homme ne désire pas "par nature" gagner de plus en plus d'argent, mais [...] désire, tout simplement, vivre selon son habitude et gagner autant d'argent qu'il lui en faut pour cela². » Ou encore Marshall Sahlins, qui précise dans un texte fameux sur les sociétés primitives: « Les chasseurs-collecteurs n'ont pas bridé leurs instincts matérialistes; ils n'en ont simplement pas fait une institution³. »

Pour ces chercheurs, le souci d'améliorer continuellement son sort est la conséquence de notre modèle de société « croissanciste » et non pas sa cause. Unique dans l'histoire de l'humanité, cette course sans fin à la production de marchandises dans laquelle nous sommes collectivement enrôlés ne peut se perpétuer que si nous consommons ces marchandises – il s'agit d'éviter la surproduction, risque majeur de la « société bourgeoise », comme nous l'a enseigné Marx.

La publicité, le crédit et l'idéologie libérale, relayés notamment par les médias de masse, contribuent à faire de nous ces animaux « croissancistes » dont le capitalisme a absolument besoin. La « nature » n'y est pas pour grand-chose et, en tout cas, ne devrait pas constituer un obstacle à la création d'un monde sans croissance!

IL N'Y A PLUS DE TRAVAIL? PROFITONS-EN!

Autre argument opposé systématiquement aux objecteurs de croissance, autre évidence qu'il s'agit de questionner: la croissance est le seul moyen de résoudre le problème du chômage de masse et de réduire les inégalités au sein de nos sociétés. Cette justification se retrouve dans la bouche de tous nos responsables politiques, de droite comme de

L'auteur est professeur à l'École des hautes études commerciales de Montréal

1. S. Latouche, *Survivre au développement. De la décolonisation de l'imaginaire économique à la construction d'une société alternative*, Paris, Mille et une nuits, 2004.

2. M. Weber, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Plon, 1964, p. 61.

3. M. Sahlins, *Âge de pierre, âge d'abondance. L'économie des sociétés primitives*, Paris, Gallimard, 1976, p. 52.

gauche, ainsi que dans celle des dirigeants d'entreprise et des représentants syndicaux.

Pourtant, la corrélation entre la croissance et l'emploi est loin d'être parfaite. Soutenue par le développement du secteur financier et l'introduction d'une nouvelle génération de machines hyper-productives (électroniques/informatiques), la croissance n'a guère généré d'emplois en Occident au cours des dernières décennies. La formule

Concevoir la richesse autrement

Qu'est-ce que la croissance économique? C'est l'augmentation de biens et de services, ayant une valeur monétaire, produits par une population donnée. En d'autres termes, c'est l'augmentation de la production de marchandises. Cette production est mesurée sur le plan national par le fameux produit intérieur brut (PIB), un indicateur économique inventé pendant la Grande dépression aux États-Unis.

Les objecteurs de croissance ne considèrent pas la baisse du PIB comme un objectif en tant que tel. *Dé-croissance* est d'abord et avant tout un « mot-obus » (Paul Ariès), destiné à pulvériser l'idée selon laquelle une croissance économique continue serait la condition *sine qua non* du bonheur de l'humanité. De fait, toutes les enquêtes du genre le montrent : passé un certain seuil, la hausse du PIB n'a plus de corrélation avec une augmentation du sentiment de bien-être chez les membres de nos sociétés. C'est qu'il ne faut pas confondre richesse et valeur économique; une confusion savamment entretenue en Occident, au moins depuis la publication par Adam Smith de sa fameuse *Recherche sur les causes et la nature de la richesse des nations*, en 1776!

André Gorz en disait ceci : « Nous vivons avec l'économie capitaliste sous un régime où l'important, le but de toute activité n'est pas la création de richesses, c'est la création de valeurs, c'est-à-dire la création de choses échangeables et monnayables. Et ce qui n'est pas monnayable n'a pas de statut dans l'économie capitaliste : donc l'amour, l'affection, la solidarité, le soin pris de la nature, est éliminé par la rationalité de la "Valeur", la dictature de la "Valeur" » (entrevue donnée à l'émission « Les vendredis de la philosophie » de France Culture, le 14 octobre 2005).

Faire objection de croissance, c'est précisément en appeler à la préservation de tout ce que cette « dictature de la valeur » menace d'éliminer aujourd'hui, par amour pour la vie, souci de justice et volonté d'émancipation.
Y.-M. A.

d'Hannah Arendt semble plus que jamais d'actualité : « Ce que nous avons devant nous, c'est la perspective d'une société de travailleurs sans travail, c'est-à-dire privés de la seule activité qui leur reste. On ne peut rien imaginer de pire » (*Condition de l'homme moderne*, Paris, Calmann-Lévy, 1983, p. 38).

Face à cette incapacité apparemment grandissante du capitalisme à créer de l'emploi, on peut certes s'engager corps et âme dans la « guerre des places », en se préparant du mieux possible à se battre pour des emplois de plus en plus précaires. Mais on peut aussi en profiter pour tenter de s'inventer une vie sans travail, c'est-à-dire sans la nécessité d'œuvrer « pour le compte d'un tiers, en échange d'un salaire, selon des formes et des horaires fixés par celui qui vous paie, en vue de fins que l'on n'a pas choisies soi-même » (André Gorz, *Adieux au prolétariat*, Paris, Galilée, 1980, p. 7). Il s'agirait en somme, désormais, non plus de libérer le travail du capital, comme le revendiquait le marxisme traditionnel, mais de se libérer du travail!

Pas facile, évidemment, d'en appeler à une telle rupture alors que le capitalisme a imposé le travail, au sens donné par Gorz résumé ci-haut, comme la principale médiation sociale de notre monde : ce que nous sommes et les relations que nous entretenons les uns avec les autres en dépendent étroitement. Pourtant, il faut rappeler que cette forme d'activité est une invention historique récente et que la place que nous lui accordons est tout à fait unique dans l'histoire de l'humanité. Par ailleurs, tenter de se libérer du travail ne signifie pas rechercher l'oisiveté. L'objectif est d'en finir avec l'obligation de gagner de l'argent pour vivre, en produisant des marchandises – des *valeurs d'échange*. C'est la production de *valeurs d'usage*, destinées à satisfaire directement nos besoins plutôt qu'à valoriser un capital, qu'il est question de réhabiliter. Autrement dit, il faut recommencer, collectivement, à produire nous-mêmes ce que nous consommons et à consommer ce que nous produisons. Ceci implique notamment d'avoir accès aux savoirs et aux moyens matériels nécessaires à cette « auto-production ». Leur privatisation et leur concentration entre les mains de quelques-uns doivent donc être remises en question. En ce sens, le projet socialiste n'a rien perdu de sa pertinence.

Dans la perspective d'une transition vers une société libérée du travail, on peut mesurer tout le potentiel d'un instrument tel que le revenu inconditionnel d'existence ou, mieux encore, la dotation inconditionnelle d'autonomie, soit la combinaison de droits de tirage sur des ressources essentielles (eau, énergie, terre...), de services publics gratuits et de moyens d'échange non thésaurisables. Au minimum, ces dispositifs rendent concevable et désirable une situation dans laquelle nous ne serions plus obligés, pour vivre, de vendre notre force de travail et, partant, de contribuer à la croissance économique. Ils nous aident à nous débarrasser de notre « travaillisme ».



QUEL PROGRÈS?

Troisième argument central en faveur de la croissance : elle conditionne le progrès scientifique et technique, et contribue de la sorte à l'amélioration de nos existences. Comment pourrait-on alors souhaiter la fin de la croissance? Comme les deux précédentes, cette évidence nécessite, elle aussi, d'être questionnée.

Tout d'abord, il faut bien admettre que les recherches scientifiques et les innovations techniques qui en constituent l'aboutissement s'orientent toujours plus en fonction de leur capacité à générer un profit, plutôt qu'à améliorer

L'emploi du mot *décroissance* participe de cet effort d'émancipation, dans la mesure où, contrairement à la notion de « développement durable », il entre en totale contradiction avec l'imaginaire capitaliste.

notre bien-être. Autrement dit, la technoscience ne se développe que dans la mesure où elle crée de la valeur et contribue à la croissance économique. D'où toutes ces situations scandaleuses dans lesquelles des humains en détresse sont laissés à eux-mêmes parce que leurs problèmes ne se prêtent pas à la mise en place de solutions économiquement rentables.

Quant aux innovations techniques qui s'imposent, ce n'est pas forcément parce qu'elles améliorent effectivement notre bien-être. C'est bien souvent parce qu'elles instaurent une relation de dépendance avec leurs utilisateurs, parce qu'elles deviennent incontournables. C'est ce qu'Ivan Illich appelait la situation de « monopole radical » (*La convivialité*, Seuil, 1973), typique des techniques de l'ère industrielle qui réduisent notre autonomie en

prétendant réduire notre labeur : on peut choisir sa marque de voiture, mais il est à peu près impossible de vivre sans voiture.

Enfin, ultime problème que posent ces techniques industrielles, à la fois effets et causes de la croissance : dès lors qu'elles sont devenues inévitables, elles tendent à être contre-productives, c'est-à-dire à produire l'inverse de ce qu'elles sont censées produire. La voiture, qui promettait de nous rendre plus mobiles et plus rapides, finit par nous ralentir et nous encombrer quand tout le monde ou presque en possède une. Les antibiotiques qui devaient nous protéger de certains micro-organismes finissent par rendre ceux-ci plus résistants, donc plus menaçants, à force d'être massivement utilisés.

Bref, et sans même parler de ses effets pervers sur le plan écologique, auxquels les économistes ont donné le nom d'« externalités négatives », ce fameux progrès technoscientifique n'améliore pas forcément notre bien-être. Bien difficile, dans ce cas, de l'invoquer pour justifier la quête de croissance économique.

Le capitalisme n'est évidemment pas qu'une affaire d'imaginaire. Il s'agit d'une forme de vie sociale bien réelle qui, fait unique dans l'histoire de l'humanité, est en passe de s'imposer partout sur la planète. On ne s'en débarrassera pas en modifiant simplement notre façon de l'envisager.

Le travail de décolonisation de l'imaginaire esquissé ici n'en reste pas moins indispensable pour rendre possible l'avènement d'une autre forme de vie sociale, à la fois différente et désirable. L'emploi du mot *décroissance* participe de cet effort d'émancipation, dans la mesure où, contrairement à la notion de « développement durable », il entre en totale contradiction avec l'imaginaire capitaliste. ●

Raphaëlle de Groot,
Collections (fragment
*Parfait pour faire de
la casse*), 2012